



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Distribution du magazine municipal et d'autres documents
de communication de la ville de Lucé (28110)**

N° du CCAP : 25S37

Mairie de Lucé

5 rue Jules Ferry

28110 LUCÉ

Tél : 02.37.25.68.50

marches.publics@ville-luce.fr



Sommaire

1	Dispositions générales du contrat.....	4
1.1	Objet du contrat.....	4
1.2	Décomposition du contrat	4
1.3	Mode de passation.....	4
1.4	Forme du contrat	4
1.5	Montant	4
1.6	Modalités d'émission des bons de commande.....	4
1.7	Réalisations de prestations similaires	5
2	Pièces contractuelles	5
3	Confidentialité et mesure de sécurité	5
4	Durée et délai d'exécution	5
4.1	Durée du contrat.....	5
4.2	Reconduction	5
4.3	Délai d'exécution des bons de commandes.....	6
5	Prix	6
5.1	Caractéristiques des prix pratiqués.....	6
5.2	Modalités de variation des prix.....	6
6	Garantie financière	7
7	Avance	7
8	Modalités de règlement des comptes	7
8.1.	Demandes d'acomptes.....	7
8.2.	Présentation des demandes de paiement	7
8.3.	Délai global de paiement	8
8.4.	Paie ment des cotraitants	8
8.5.	Paie ment des sous-traitants	8
9	Conditions d'exécution des prestations	8
9.1	Notification par le biais du profil d'acheteur	8
9.2	Réalisation des prestations	8
9.3	Récusation du personnel du titulaire par la personne publique.	9
9.4	Dom mages divers causés pendant l'exécution des prestations	9
9.5	Sous-traitance des prestations.....	9
9.6	Développement durable	9
10	Constatation de l'exécution des prestations	9
10.1	Vérifications	9

10.2	Décision après vérifications	9
11	Pénalités	9
11.1	Pénalités de retard	9
11.2	Autres pénalités	10
12	Clause de réexamen.....	10
13	Assurances	10
14	Résiliation	10
14.1	Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	10
14.2	Conditions de résiliation des bons de commande	11
15	Règlement des litiges et langues	11
16	Protection des données à caractère personnel.....	12
17	Dérogation aux documents généraux	12

1 Dispositions générales du contrat

1.1 Objet du contrat

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Distribution du magazine municipal et d'autres documents de communication de la ville de Lucé (28110)

Lieu d'exécution : Commune de Lucé (28110)

1.2 Décomposition du contrat

Les prestations ne font pas l'objet d'allotissement. En effet, l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

1.3 Mode de passation

La procédure de passation est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.4 Forme du contrat

Il s'agit d'un accord-cadre, mono-attributaire, lancé en application des articles L.2125-1 1°, R.2162 1 à R.2162-2, R.2162-4 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la Commande Publique relatifs aux accords-cadres à bons de commande.

1.5 Montant

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum.

Pour toute la durée de l'accord-cadre, le montant maximum est défini comme suit :

Période	Maximum HT
1	16 990 €
2 (si reconduction)	16 990 €
Total	33 980 €

1.6 Modalités d'émission des bons de commande

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins de la personne publique. Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire.

Les bons de commande comportent :

- les nom et adresse du titulaire ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la référence de l'accord-cadre (numéro et date de notification) ;
- la désignation des prestations ou fournitures commandées (par référence au BPU annexé au contrat) ;
- le prix unitaire hors taxe (par référence au BPU annexé au contrat) ;
- le montant hors taxes des prestations ou fournitures ;
- le montant toutes taxes comprises des prestations ou fournitures ;
- le délai d'exécution

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des observations de sa part, il doit les notifier dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception du bon de commande.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement qui a seule compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

1.7 Réalisations de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

Le montant total cumulé du marché initial et des éventuels nouveaux marchés passés à titre de prestations similaires sera inférieur à 90 000 € HT. La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes,
- Le bordereau des prix unitaires (BPU),
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et dans sa version en vigueur à la date de publication de la consultation,
- L'offre technique du titulaire et ses éventuels précisions ou compléments apportés lors de la phase de passation,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels avenants, postérieurs à la notification du marché

3 Confidentialité et mesure de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 Durée et délai d'exécution

4.1 Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de sa date de notification.

4.2 Reconduction

L'accord-cadre est reconduit une fois pour une nouvelle période de 12 mois.

L'accord-cadre peut être reconduit :

- soit tacitement à l'expiration de la période initiale jusqu'à son terme

- soit, **en cas de dépassement du montant maximum H.T pour la période considérée**, de manière anticipée par décision expresse du pouvoir adjudicateur, avant l'expiration de la période initiale. En cas de dépassement de ce montant maximum H.T, la somme qui serait excédentaire est affectée à la période suivante.

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 24 mois.

Dans le cas où la reconduction intervient à l'expiration de la période initiale, elle est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Dans le cas où la reconduction intervient lors du dépassement du montant maximum H.T pour la période considérée, la période suivante débute à compter de la notification au titulaire de la décision expresse de reconduction, qui intervient concomitamment à la commande correspondant au dépassement du montant maximum H.T pour la période considérée. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

4.3 Délai d'exécution des bons de commandes

Les bons de commande émis par la personne publique pourront être notifiés au titulaire pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Passé ce délai, aucun bon de commande ne pourra être notifié. Toutefois, les bons de commande déjà notifiés s'exécutent jusqu'à leur terme. Leur durée d'exécution ne saurait dépasser de plus de 3 mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

La durée d'exécution des prestations sera indiquée sur chaque bon de commande.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5 Prix

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

5.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix sont établis en euros. Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais de restauration, d'hébergement et de déplacement et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS.

5.2 Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et révisables.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre. En cas de report de la DLRO pendant la consultation, la date retenue sera la DLRO reportée.

Les prix seront révisés à chaque date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, par application d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$Cn = (0,15 + 0,85 \frac{Index(n)}{Index(o)})$$

Dans laquelle :

- Cn : coefficient de révision
- **Index(n)** : désigne la dernière valeur de l'index de référence connue et publiée (y compris provisoire) de l'index de révision au 1^{er} jour du mois « n »
- **Index(o)** : désigne la valeur de l'index de référence connue et publiée du mois de la date limite de remise des offres.

L'index de référence, publié sur le site de l'INSEE est l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Information, communication (NAF rév. 2 section J) - Base 100 en décembre 2008) (identifiant : 001565192).

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Le titulaire devra adresser au service de la commande publique de la mairie de Lucé, les prix révisés de l'accord-cadre dans un délai d'un mois à compter de la date anniversaire de l'accord-cadre. Les calculs de variations de prix seront à joindre avec le BPU révisé.

6 Garantie financière

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée

7 Avance

Aucune avance n'est prévue.

8 Modalités de règlement des comptes

8.1. Demandes d'acomptes

Le titulaire a le droit dans les conditions prévues aux articles R.2191-21 et R.2191-22 du code de la commande publique et 11.2 du CCAG-FCS au versement d'acomptes.

Chaque bon de commande fera l'objet d'un règlement selon les dispositions suivantes :

- Règlement unique afférent au bon de commande si les délais d'exécution sont inférieurs ou égaux à trois mois, sauf si le titulaire demande une fréquence mensuelle des acomptes en application de l'article R.2191-22 du Code de la commande publique, à la suite des opérations de vérification et décision après vérification
- Règlement des sommes dues au titulaire par acompte trimestriel si les délais d'exécution sont supérieurs à trois mois, sauf si le titulaire demande une fréquence mensuelle des acomptes en application de l'article R.2191-22 du Code de la commande publique, à la suite des opérations de vérification et décision après vérification.

8.2. Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement devront (selon réglementation relative à la facturation électronique et situation du titulaire) être adressées par voie dématérialisée sur le portail national Chorus Pro, accessible à l'adresse électronique suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le recours à la facturation électronique devra se conformer à la réglementation en vigueur.

Les factures, outre les mentions légales, porteront les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- les pénalités éventuelles conformément à l'article « pénalité » du présent document. ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC des prestations exécutées ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Toute facture transmise en dehors de ce portail sera systématiquement rejetée. Le titulaire sera invité à se conformer aux modalités de transmission des factures.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date d'horodatage de la facture par le système d'information de gestion financière de l'entité publique.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 212 802 185 00141

8.3. Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5. Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

9 Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

9.1 Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

9.2 Réalisation des prestations

Le titulaire est responsable du personnel qu'il a désigné pour la réalisation des prestations objet du marché.

Si pour une raison indépendante de leur volonté, tout ou partie du personnel désigné par le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer lui-même la réalisation des prestations, le titulaire en avise sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur et pourvoit à leur remplacement dans les meilleurs délais afin que l'exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise, ni altérée.

9.3 Récusation du personnel du titulaire par la personne publique.

Pendant toute la durée d'exécution du contrat, la personne publique se réserve le droit de récuser ceux des personnels du titulaire qui s'avéreraient inadaptés à l'exécution de cette prestation en justifiant sa décision.

Ou, sans que la décision de la personne publique ait à être justifiée, la personne publique peut exiger le départ immédiat du personnel concerné en cas de faute de service.

Le titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels récusés dans les meilleurs délais. Il ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution ni à indemnité.

9.4 Dommages divers causés pendant l'exécution des prestations

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur ou des biens gérés par lui, du fait de la conduite des prestations ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché.

9.5 Sous-traitance des prestations

Le candidat peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de la collectivité, conformément aux dispositions de l'article 3.6 du CCAG-FCS, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Tout recours à la sous-traitance occulte expose le candidat à l'application des mesures de résiliation prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

9.6 Développement durable

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre

10 Constatation de l'exécution des prestations

10.1 Vérifications

Les opérations de vérifications se dérouleront dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

10.2 Décision après vérifications

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

11 Pénalités

Les pénalités seront calculées par le pouvoir adjudicateur et feront l'objet d'un titre de recette concomitamment au paiement de la facture concernée.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

11.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai global contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, après avoir été invité au préalable par le pouvoir adjudicateur à présenter ses observations, une pénalité de 50 € HT par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

11.2 Autres pénalités

Pénalités	Montant
Défaut ou mauvaise distribution	50,00 € par manquement constaté
Intervention d'un sous-traitant non déclaré ou non accepté	500,00 € par manquement constaté
En cas de cession de l'accord-cadre, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial, le nouveau titulaire de l'accord-cadre doit en aviser le pouvoir adjudicateur dans le délai maximum d'un mois à compter de la date officielle de cette restructuration	500,00 € par manquement

Le titulaire en cas de non-respect des prescriptions techniques fixées dans les documents du marché (CCTP, CCAP...) ou en cas de non-respect de ses engagements formulés au mémoire technique, encourt une pénalité de 50,00 € par infraction constatée.

12 Clause de réexamen

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra réexaminer le marché notamment dans les cas suivants :

• Pour l'application de la clause de réexamen de l'article 25 du CCAG-FCS :

Il peut être entendu qu'une crise sanitaire d'ampleur nationale ou internationale entre pleinement dans le champ d'application de ladite clause. Le pouvoir adjudicateur sera en droit de demander tout document justificatif au titulaire du marché. La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra conduire à un ajout de prix, à une prolongation de délais ou bien à l'exonération totale ou partielle des pénalités de retard et ce dans le seul but d'assurer l'exécution des prestations.

13 Assurances

Par dérogation à 9.2 du CCAG-FCS, avant notification et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

14 Résiliation

14.1 Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour un motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS dès lors que l'accord-cadre est conclu sans montant minimum.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles

R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, l'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

14.2 Conditions de résiliation des bons de commande

- **AVEC INDEMNISATION:**

En cas de résiliation d'un bon de commande pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra une indemnisation de 2% appliquée au montant du bon de commande concerné hors TVA, diminué du montant hors TVA des prestations admises.

- **SANS INDEMNISATION:**

Si le pouvoir adjudicateur constate que la prestation n'est pas réalisée dans les règles de l'art par le titulaire, la collectivité avertit le titulaire défaillant de ce constat par courrier recommandé avec avis de réception. Si après mise en demeure de la collectivité, le titulaire défaillant ne met pas en œuvre les moyens nécessaires pour réaliser la prestation confiée conformément au cahier des charges du présent accord cadre, la collectivité peut résilier le bon de commande aux torts, frais et risques du titulaire sans indemnisation.

Le titulaire défaillant sera informé de la résiliation de la commande par courrier recommandé avec accusé de réception. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

15 Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif d'Orléans est compétent en la matière.

Tribunal Administratif d'Orléans

28 rue de la Bretonnerie

45057 ORLEANS CEDEX 01

Tél : 02.38.77.59.00

Télécopie : 02.38.53.85.16

Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

Pour les réclamations relatives aux mesures d'exécution du contrat auxquelles n'a pas donné lieu le solde et autres que celles relatives à la résiliation, le titulaire dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la naissance de la décision implicite de rejet, pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif compétent. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté cette décision.

Pour les réclamations relatives au recouvrement des créances dues par l'acheteur au titulaire, ce dernier dispose d'un délai de 4 ans, à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis, pour recouvrer toute créance qui n'a pas été payée, conformément à l'article 1 de la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

16 Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Le Prestataire est tenu au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Le Prestataire s'engage à agir dans le cadre du traitement des Données Personnelles que sur instruction de la collectivité et à ce titre s'engage à préserver la sécurité des données qu'il traite en qualité de sous-traitant, et, notamment empêcher qu'elles soient déformées, endommagées, ou que des tiers non autorisés y aient accès.

17 Dérogation aux documents généraux

- L'article 2 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS
- L'article 5.2 du présent CCAP déroge à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS
- L'article 11.1 du présent CCAP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS
- L'article 13 du présent CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG-FCS
- L'article 14.1 du présent CCAP déroge à l'article 42 du CCAG-FCS